



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du**

**30 AVR. 2025**

relatifs aux modifications réalisées et prévues dans l'élevage de porcs soumis à autorisation (IED)  
de la SCEA KAUFFMANN à Obermodern-Zutzendorf

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (applicable jusqu'au 31/12/19 pour ce qui concerne les rubriques 4440, 4441 ou 4442) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1er juin 2015 portant approbation du SAGE III Nappe Rhin révisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2016 autorisant l'EARL KAUFFMANN à exploiter un élevage de 3526 porcs (3740 animaux équivalents) à Obermodern-Zutzendorf ;

- VU** le donner acte du 2 juillet 2021 concernant les modifications apportées aux installations de l'EARL KAUFFMANN à Obermodern-Zutzendorf ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;
- VU** le dossier de réexamen IED télétransmis par l'EARL KAUFFMANN le 19 novembre 2018, complété le 29 avril 2021 et le 24 juin 2024 ;
- VU** le rapport de la visite de l'inspection des installations classées réalisée le 6 février 2025 ;
- VU** le « porter à connaissance » transmis par la SCEA KAUFFMANN le 26 novembre 2025 et complété le 23 mars 2025 ;
- VU** l'avis du défavorable du service d'incendie et secours du Bas-Rhin sur le dossier sus-mentionné en date du 31 décembre 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin du 2 avril 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'élevage de porcs « naisseur-engraisseur » de l'EARL KAUFFMANN, devenu SCEA KAUFFMANN, est titulaire d'une autorisation d'exploiter un élevage de 3526 porcs (3740 animaux équivalents) ;

**CONSIDÉRANT** que les évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté permettent de considérer que le site relève de l'autorisation pour l'activité d'élevage de porcs de production et de l'enregistrement pour l'activité naissage ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments transmis par téléprocédure en 2018 et 2021 ainsi que le contenu du « porter à connaissance » déposé par la SCEA KAUFFMANN le 26 novembre 2025 permettant de considérer le dossier de réexamen IED comme complet et recevable ;

**CONSIDÉRANT** que le « porter à connaissance » susmentionnée fait également état de modifications de l'installation, à savoir la mise en place d'une chaufferie « biomasse » alimentée par du bois stocké sur le site, dans un hangar existant comportant une toiture photovoltaïque et informe également l'inspection de la présence d'un stockage de gaz, sur site depuis la mise en service de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que ce « porter à connaissance » comporte également une mise à jour du plan d'épandage de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que les effectifs décrits dans ce « porter à connaissance » font état d'une augmentation de l'effectif maximal sur site de 32 truies et de 102 porcelets supplémentaires par rapport à la situation précédemment autorisée, représentant une augmentation de 12 % d'animaux-équivalents supplémentaires sur l'activité de naissage, relevant de régime de l'enregistrement (rubrique 2102), correspondant à 3,8 % d'animaux en plus sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications du mode de chauffage permettent de réduire l'emprunte carbone de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que l'ajout de panneaux photovoltaïques participe à l'optimisation énergétique de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que le plan d'épandage modifié tient compte du volume à épandre, de l'aptitude à l'épandage des sols, des assolements, des périodes d'épandage habituelles, des contraintes environnementales et des zones d'exclusions et fait état d'une balance défavorable en azote et en phosphore, assurant ainsi que les apports n'excèdent pas les besoins des cultures ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation du nombre de truies et de porcelets est liée à une optimisation du fonctionnement de l'installation, sans nouvelle consommation de foncier et dans le respect des dispositions réglementaires applicables au titre des ICPE (régime de l'enregistrement – rubrique 2102) ;

**CONSIDÉRANT** qu'après études des éléments transmis, ces modifications ne sont pas considérées comme des modifications substantielles telle que décrites par l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'issue de l'instruction de cette demande, il apparaît que le projet considéré n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables ont également été prises en compte par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu de l'avis du SIS 67 du 31 décembre 2025, il apparaît toutefois nécessaire de compléter ces dispositions en matière de défense contre l'incendie ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 – GÉNÉRALITÉS**

#### **ARTICLE 1 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté complète l'arrêté préfectoral du 4 avril 2016 autorisant la SCEA KAUFFMANN à exploiter un élevage de 3526 porcs (3740 animaux-équivalents) à Obermodern-Zutzendorf.

#### **ARTICLE 1-1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

Les articles 2.1 et 2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2016 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 2.1 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	A, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume maximum	Modification
3660-b)	A	Élevage intensif de porcs b) avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	Bâtiments d'élevage	Effectif	>2000	Emplacements de porcs de production (de plus de 30kg)	2768	Inchangé
2102-1.	E	Élevage de porcs	Maternité – Post sevrage	Effectif	> 450 a-e	Animaux-équivalents	1064	Ajout de 32 truies (96 a-e) et 102 porcelets (20,4 a-e)
2260-2b)	D	Fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 100kW mais inférieure ou égale à 500kW	FAF et machine à soupe	Puissance totale	Entre 100 et 500	kW	138	Inchangé
1532-2b	D	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	Hangar	Volume	> 1000 m <sup>3</sup> et <20 000 m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	2000	Création de l'activité
2910-A	NC	Combustion	Chaudières (à bois et à gaz)	Puissance	<1MW	MW	190 kW	Création de l'activité
4718-2b	D	Gaz inflammable liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel	Citerne	Volume	>6t et <50 t	t	10t	Régularisation de l'existant

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; NC : Non classé

Les 2768 emplacements de porcs de production correspondent à 2680 places de porcs d'engraissement réparties dans deux bâtiments ( 1560 + 1120 places) additionnés de 47 places de cochettes en quarantaine et 37 places de cochettes dans le bâtiment maternité (futures truies).

Les 1064 animaux équivalents sont répartis comme suit :

- 312 truies soit 936 animaux-équivalents réparti en maternité (76), gestantes (134), attente saillies (127) ;
- 6 verrats, soit 18 a-e ;
- 550 porcelets de moins de 30kg, hébergés en post-sevrage, 110 a-e.

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « Élevage intensif de porcs ».

Article 2.2 : autres limites de l'autorisation :

Les installations sont exploitées conformément aux données techniques contenues dans le bilan de fonctionnement et les différents dossiers de mise à jour des informations relatives au fonctionnement de l'élevage de porcs et des installations annexes (atelier de fabrication d'aliments, chaufferie à bois, stockage de bois).

Elles se composent de (voir plan de masse en annexe 2) :

*Bâtiments d'élevage :*

BÂTIMENT n°1 d'engraissement et post sevrage (49,4 m\*38,3 m) de 1560 places d'engraissement et 1100 places de post sevrage avec fosse sous caillebotis :

- deux salles de post-sevrage de 550 places chacune ;
- six salles de 240 places chacune ;
- une salle de 120 places pour les porcs charcutiers ;

BÂTIMENT n°2 TRUIES (49 m\*33 m) de 403 places avec fosse sous caillebotis :

- deux maternités de 44 places chacune ;
- une verraterie de 127 places, qui accueille des truies (100), des cochettes (25) et une infirmerie (2 places) ;
- un bloc pour les truies « gestantes » de 172 places ;
- quatre boxes pour les cochettes (12 places – 3 boxes de 4 places) ;
- quatre cases pour les verrats (6 places) ;

BÂTIMENT n°3 d'engraissement (73,7 m\* 19,46 m) de 1152 places d'engraissement avec fosse sous caillebotis :

- cinq salles de 192 places pour les porcs charcutiers ;
- deux salles de 92 places chacune pour les cochettes ;
- une quarantaine de 47 places pour les cochettes ;

*Annexes :*

- deux fosses à lisier (1350 m<sup>3</sup> utiles + 2700 m<sup>3</sup> utile) couvertes ;
- une fabrique d'aliment (30m\*16,65m) composée d'une fosse de réception pour les matières premières, un silo-tour (550m<sup>3</sup>utile), un séchoir à maïs, six silos en acier représentant 820 tonnes (1000m<sup>3</sup>), six silos toiles (150m<sup>3</sup>), un broyeur, un surpresseur, une mélangeuse ;
- dix silos de stockage intermédiaires ;
- une machine à soupe ;
- un silo de maïs inerté de 794 m<sup>3</sup> ;
- une chaudière biomasse et un hangar de stockage de plaquettes en bois ;

Les effluents de l'élevage sont exclusivement du lisier et des eaux de nettoyages et de désinfection, collectées et stockées en installations étanches.

Le volume annuel de lisier produit sur le site est évalué à 5652 m<sup>3</sup> dont 273 m<sup>3</sup> d'eaux pluviales, avec une concentration moyenne de 4,6 kg N/m<sup>3</sup>, représentant un apport de 26 080 kg de Nt (Azote total) et 15437 kg de P2O5 (pentoxyde de phosphore).»

Le plan évoqué dans cet article est disponible en annexe I du présent arrêté.

## **ARTICLE 1-2 : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS OU DÉJECTIONS**

L'article 15.1 de l'arrêté du 4 avril 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les effluents produits par l'élevage se composent du lisier des porcs et des eaux de nettoyages et de désinfection, collectés dans les préfosse et stockés dans les fosses aériennes couvertes.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le volume produit annuellement, et la valeur agronomique correspondante. »

## **ARTICLE 1-3 : RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES ÉPANDAGES**

L'article 16 de l'arrêté du 4 avril 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.



L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents conformément au plan d'épandage mis à jour le 26 novembre 2025, et tel que prévu à l'article 18.3 du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les épandages sont à réaliser sur des sols bien ré-essuyés pour les parcelles définies comme ayant une aptitude moyenne à l'épandage dans le dossier de l'exploitant relatif à la mise à jour de son plan d'épandage. »

#### **ARTICLE 1-4 : MISE A JOUR DES DISPOSITIONS**

Compte tenu des éléments portés à la connaissance de l'inspection depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2016, les dispositions suivantes sont supprimées :

- article 18.1 de l'arrêté du 4 avril 2016, 1<sup>er</sup> alinéa: « Les effluents à épandre sont constitués des 7 331 m<sup>3</sup> de lisier (y compris les eaux pluviales et de lavage). »

- article 18.3 de l'arrêté du 4 avril 2016, dernier alinéa « Au jour de la signature du présent arrêté, ce plan d'épandage se compose de 196,32 ha de surfaces épandables, (voir annexe 3). »

### **TITRE 2 – DISPOSITIONS TECHNIQUES**

#### **ARTICLE 2-1 : PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

L'article 11.2 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En plus des dispositions prévues par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à l'installation, l'exploitant s'assure de disposer d'un débit de 390 m<sup>3</sup> /h pendant deux heures, le premier point d'eau étant situé à moins de 150m de chaque bâtiment à défendre.

À cet effet, il dispose des moyens décrits dans le plan de masse annexé au présent arrêté, à savoir :

- une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> au Sud de la fosse à lisier couverte STO1 ;
- une borne incendie avec aire d'aspiration à l'entrée du site, pour un débit minimal de 17 m<sup>3</sup>/h à 3,5 bar ;
- une réserve incendie de 660 m<sup>3</sup> avec 6 aires d'aspiration.

Il s'assure que ces moyens sont fonctionnels aux capacités nominales indiquées, et ce en tout temps. Il tient à disposition de l'inspection les justificatifs correspondant.

#### **Activité photovoltaïque :**

L'ensemble de l'installation photovoltaïque est conçue, en matière de sécurité incendie, selon les préconisations du guide réalisé par l'agence de l'environnement et de la Maitrise de l'énergie (ADEME).

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Cet objectif peut être atteint par l'une des dispositions suivantes (par ordre décroissant d'importance) :

- un arrêt d'urgence sera mis en place et positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque. Il sera piloté depuis une commande regroupée avec la mise hors-tension ;
- les câbles devront cheminer autant que possible en extérieur et pénétrer directement dans chaque local technique « onduleur » du bâtiment. À défaut, les câbles pourront cheminer à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et être placés dans un cheminement

technique protégé. Ceux-ci devront avoir le même degré coupe-feu que le degré stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;

- les câbles pourront cheminer uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume sera situé à proximité immédiate des modules. Il ne sera accessible ni au public, ni au personnel ou aux occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume devra être stable au feu avec le même degré de stabilité au feu que le bâtiment ;
- les onduleurs peuvent être positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
- lorsqu'il existe, le local onduleur devra être isolé par des parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifié par un panneau inaltérable.

Un pictogramme inaltérable dédié au risque photovoltaïque est apposé à l'extérieur du bâtiment, à l'accès des secours, à l'accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque et sur les câbles DC tous les 5 mètres.

L'exploitant installe des coupe-circuits à sécurité positive au plus près des panneaux ou des membranes, pilotés à distance par une commande centralisée placée à proximité de l'accès des secours.»»

### **TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **ARTICLE 3-1 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 3-2 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 3-3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de

quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 3-4 : EXÉCUTION**

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,
- la SCEA KAUFFMANN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- la sous-préfecture de l'arrondissement de Saverne,
- au maire de Obermodern-Zutzendorf.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO





